

Plus personne ou presque aujourd'hui, ni à droite ni à gauche, ne nie plus sérieusement la crise écologique. C'est le cas en particulier pour le réchauffement climatique, au moins au niveau du diagnostic, qui fait la quasi-unanimité (Conseil des ministres de l'environnement européen, Grenelle, Bali). Les causes en sont de mieux en mieux comprises, les conséquences de mieux en mieux cernées. L'urgence de l'action se renforce chaque année. Les ONG, les syndicats, la communauté scientifique, bref les forces vives organisées de la société civile nationale ou mondiale, sont pour beaucoup dans cette prise de conscience et dans l'élaboration des propositions de solution à la crise. Leur présence au cœur des grandes messes que sont les COP de la convention Climat se renforce à chaque nouvelle occasion.

En France, pour la première fois, le Grenelle de l'environnement a réuni à la fois des ONG, des syndicats ouvriers et patronaux, les collectivités locales et l'administration pour établir un diagnostic et proposer au politique une série de mesures censées apporter des solutions à la crise en question. Bien entendu, la question s'est immédiatement posée, pour les organisations de la société civile, de savoir s'il fallait, par leur présence, cautionner l'opération en espérant pouvoir faire émerger des questions jusque-là omises ou négligées et affirmer ses positions, ou s'il fallait plutôt rester extérieur au débat dans une attitude d'attente, de critique, voire même de déni.

De l'avis de la plupart des acteurs concernés, la première phase du Grenelle, celle de l'élaboration des propositions, malgré ses lacunes et ses interdits, a présenté nombre d'aspects positifs :

- La visibilité médiatique de l'opération a permis que la question environnementale devienne un sujet de société à part entière que les différents pouvoirs ne peuvent plus faire semblant d'ignorer.
- Des organisations qui n'avaient pas l'habitude de se rencontrer sur ce terrain ont eu l'occasion de confronter leurs points de vue.
- Un certain nombre de points d'accord entre les divers partenaires ont pu se dégager.
- Une part non négligeable d'entre ces points a, au moins au niveau du discours, été retenue par l'exécutif.

Où en sommes-nous quelques mois plus tard, avant la présentation d'une loi au Parlement qui devrait mettre en scène ces propositions, a priori consensuelles ?

On sait que les premières mesures mises en place (bonus-malus et OGM) ont immédiatement soulevé la polémique : il a fallu toute l'insistance des ONG pour obtenir l'annualisation du bonus-malus écologique sur les voitures et une grève de la faim pour faire bouger le gouvernement sur les OGM. Tout récemment, on a vu aussi le Sénat réduire à presque rien le contenu du projet de loi, pourtant bien timide, sur les OGM.

Et puis, à la fin de l'année, s'est tenue la grand-messe de Bali qui a bien mis en lumière les contradictions, aussi bien entre pays riches qu'entre riches et pauvres, qui, malgré le consensus général sur l'urgence d'agir, restent dans les starting-blocks en observant leurs voisins.

C'est dans ce contexte d'avancées, d'incertitudes, de contradictions, de non dits, mais aussi de perspectives nouvelles que nous avons voulu faire un point d'étape.

Dans la première partie de ce numéro, nous interrogeons quelques-uns des acteurs du Grenelle sur le bilan de cette première étape et les leçons qu'ils en tirent pour l'avenir, avec en filigrane les questions nouvelles que pose cette reconnaissance de la société civile (syndicats, ONG, etc.) comme interlocutrice de l'exécutif et de l'administration.

Dans une seconde partie de ce numéro, nous nous intéressons au contenu même du Grenelle. Quelle part pour la nouveauté, pour la traduction tardive de directives européennes ou le rattrapage du retard français ?

Nous tentons également de confronter les propositions retenues dans l'un des domaines, celui de l'énergie et du climat, aux objectifs affichés : trois fois 20 % et division par 4 des émissions en 2050. Ce premier bilan devrait permettre de mieux cerner l'adéquation des mesures proposées aux objectifs affichés, mais aussi l'adéquation de leur mise en œuvre, dans l'état actuel, par rapport aux propositions.

Nous nous intéressons d'autre part aux « omissions » les plus criantes de Grenelle dans les domaines de l'énergie et du climat, principalement le nucléaire et les autres gaz à effet de serre que le CO₂ et en particulier le méthane, dangereusement négligé, nous semble-t-il, dans la lutte contre le changement climatique.

Le dernier chapitre dresse un bilan sommaire de la conférence de Bali et met en discussion la pertinence des outils économiques du protocole de Kyoto vis-à-vis des réalités physiques et économiques.

Bonne lecture ■

Global Chance

Un nouvel outil de diffusion pour Global Chance

Depuis 1992, Les Cahiers de Global Chance (deux numéros par an) constituent notre principal support d'expression dans le cadre du débat énergie-environnement-développement. S'y intègrent depuis 2003 des numéros hors-série, Les petits mémentos de Global Chance, qui proposent sur un thème donné une série de fiches précises et accessibles.

Bien qu'une partie de ces publications soit déjà disponible sur le site Agora 21, l'association Global Chance a souhaité se doter de son propre site internet (opérationnel depuis le 1^{er} mars à l'adresse www.global-chance.org), avec un double objectif :

- Faciliter l'accès à l'ensemble de nos publications, mais aussi à d'autres contenus participant de la même philosophie ;
- Développer une politique éditoriale plus souple et plus réactive grâce à la diversification des supports d'expression de l'association.

Les Cahiers de Global Chance et les Mémentos sont bien entendu disponibles en téléchargement sur le site, non seulement dans leur version complète mais aussi article par article ou fiche par fiche. On y trouvera également les communiqués de presse, lettres ouvertes, articles, etc. signés par Global Chance, de même que certaines publications de ses membres, mais aussi divers documents de référence que l'association souhaite mettre en avant.

Quinze ans après le premier numéro des Cahiers de Global Chance, l'association dispose avec le site www.global-chance.org d'un outil d'expression supplémentaire au service de son engagement en faveur d'une appropriation démocratique des enjeux collectifs liés à l'énergie, à l'environnement et au développement.

Vous pouvez également nous contacter à l'adresse suivante : contact@global-chance.org